



## ON EN PARLE

# Redonner du sens à la mission de maire

## Les principaux enseignements de deux études de l'Odas

À l'heure où la société française semble douter de son avenir comment ne pas s'alarmer de l'omniprésence des préoccupations sécuritaires dans le débat public à l'approche des municipales (23 et 30 mars 2014) ? Où sont les enjeux de cohésion sociale et de renforcement des solidarités locales ? C'est pourquoi, fort de 23 ans d'observation de la société, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas) souhaite valoriser la « richesse » de l'action sociale municipale et montrer que si la responsabilité des maires est essentielle pour la qualité de vie de chacun c'est parce que le premier magistrat est avant tout l'artisan du lien social. C'est ce que tendent à montrer deux études récentes : l'enquête « **Les villes et le vivre-ensemble** » et la recherche action « **Les villes et le lien social** ». Ces travaux confirment que la priorité des maires est avant tout la promotion du vivre-ensemble, donnant ainsi tout son sens au triptyque républicain. Car si la liberté et l'égalité sont l'affaire de l'État, la fraternité est avant tout du ressort du local. Ainsi, derrière l'élection municipale, c'est aujourd'hui le sort de notre société qui se joue.

### Le lien social avant la sécurité

Interrogés sur ce qui paraît le plus important pour le bien-être des habitants, les maires placent le thème du lien social au 3<sup>e</sup> rang en 2012, alors qu'il était en 4<sup>e</sup> position en 2006. À l'inverse le thème de la sécurité recule de la 3<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place. Pas de sécurité sans altérité !

### Une volonté affirmée d'impliquer d'avantage les habitants

Il apparaît par ailleurs que le concept de participation citoyenne prend de plus en plus d'importance pour les maires

Deux tiers de ces élus considèrent en effet que la délégation contribuant le plus au vivre-ensemble est celle qui englobe la démocratie participative, le soutien à la vie associative ainsi que l'animation de la vie des quartiers. Le lien social, ça ne se décrète pas, ça se secrète.

### Une solidarité qui imprègne l'ensemble des organisations

Les services dits « sociaux » sont mentionnés en 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> position par près des trois quart (71 %) des maires interrogés comme contribuant de façon déter-

minante au vivre-ensemble. Mais on constate une volonté d'agir au-delà des seules sphères de la solidarité, avec l'apparition de nouvelles transversalités au sein des organigrammes politiques et administratifs. À la clé, un désenclavement de la solidarité locale qui tend à imprégner l'ensemble des politiques municipales. La solidarité est l'affaire de tous !

### Intercommunalité: la cohésion sociale reste à la ville

Si les villes se reposent sur l'intercommunalité pour les politiques de dévelop-

pement économique, de transport et d'habitat (plus de huit villes sur dix), elles conservent les politiques de soutien aux populations. La lutte contre la précarité et le soutien aux personnes handicapées ne concernent l'intercommunalité que dans trois villes sur dix. Même constat pour la petite enfance, la jeunesse et les personnes âgées puisqu'à peine plus d'une ville sur dix recourt régulièrement à l'intercommunalité dans ces domaines. Une volonté qui s'explique par le fait que le maire, tisserand du lien social, est en contact direct avec les habitants. Chacune de ses actions est donc sanctionnée par une réaction. Ainsi, la qualité de l'action municipale réside notamment dans l'idée que le maire est à hauteur de gifle.

### Conclusion

Comme le montrent les résultats de l'enquête, les maires se positionnent en tant qu'éclaireurs et acteurs déterminants du vivre-ensemble. Situés en première ligne dans cette période de crise, ils sont de plus en plus nombreux à prendre la mesure de la gravité, non seulement de la crise économique, mais aussi de la crise relationnelle et identitaire qui accentue la déliquescence du lien social. Ils savent que mal-être collectif de nos concitoyens trouve ses sources dans le manque d'offres d'emplois, mais aussi dans la déliquescence des liens. La vulnérabilité qui en résulte les conduit donc tout naturellement à démarginer la problématique sociale pour

### À propos de l'Odas

Créé le 14 juin 1990, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas) est un organisme indépendant. L'observatoire a notamment pour but de promouvoir la connaissance et l'évaluation de la politique d'action sociale des collectivités et institutions publiques, d'accompagner les initiatives des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de leur politique d'action sociale et de contribuer à la professionnalisation des responsables d'action sociale des collectivités. Ainsi, il aide les différents acteurs publics à acquérir une meilleure connaissance des publics en difficulté et des moyens mobilisés, en analysant les dispositifs et les pratiques mis en œuvre pour répondre aux besoins sociaux. Afin de respecter le principe de neutralité et de permettre la représentation équilibrée des acteurs du secteur social, l'Odas est constituée en association loi 1901. Il regroupe notamment la quasi-totalité des départements, plusieurs dizaines de grandes villes et villes moyennes ainsi que la plupart des organismes de protection sociale.

### Le maire artisan du lien social

#### Des exemples concrets

#### Les journées citoyennes d'Alsace

En 2008, les habitants de la petite ville de Berrwiller en Alsace se réunissaient le temps d'une journée à l'appel du maire pour embellir et rénover le bâti de la commune. Les économies réalisées ne cachent pas le réel enjeu de l'opération : permettre à la population de se rencontrer autour d'un projet local partagé. Une initiative à l'ingénierie simplissime qui favorise le vivre-ensemble dont s'inspirent aujourd'hui plus d'une vingtaine de villes de la région.

#### Lire et Faire lire

Avec la réforme des rythmes scolaires en cours, les pouvoirs publics sont de nouveau confrontés à la question de définir les intervenants éducatifs autour de l'enfant. Dans cette perspective, Lire et Faire lire a toute sa légitimité. Afin de stimuler chez les enfants la curiosité et le plaisir de lire, l'association propose des séances de lectures dans des lieux éducatifs (écoles, bibliothèques, centres de loisirs, etc.) assurées par des bénévoles retraités. Une initiative qui constitue une mise en regard entre les besoins des plus jeunes (l'accès à la culture) et ceux des moins jeunes (le désir de transmettre), tout en contribuant à la lutte contre l'illettrisme et à la réussite scolaire.

#### L'école Olympe de Gouges

Afin d'impulser une dynamique territoriale centrée sur l'institution scolaire en tant que lieu de vie, la mairie de Bondy a choisi d'ouvrir l'école Olympe de Gouges à l'ensemble des habitants de la ville en dehors des temps scolaires. À la fin des cours et tous les jours à l'exception du dimanche, cette école maternelle et primaire devient un pôle d'activités pour adultes en offrant ses locaux à l'organisation d'activités culturelles et associatives. L'article L. 212-15 du Code de l'éducation permet en effet aux mairies d'utiliser les locaux scolaires de la commune en dehors des temps de cours pour des activités à caractère « culturel, sportif, social ou socio-éducatif ».

qu'elle devienne l'affaire de toutes les politiques municipales avec le souci d'y impliquer de plus en plus les habitants. Mais ces résultats encourageants ne doivent pas masquer les difficultés de l'entreprise, comme le montre la

recherche-action « Les villes et le lien social » engagée par l'Odas auprès de sept villes fortement impliquées dans la préservation de la cohésion sociale de leur territoire.

On y découvre notamment les effets négatifs sur la cohérence des actions menées, d'une trop large dispersion des responsabilités politiques et administratives. Une réalité qui ne favorise guère la coopération avec les autres partenaires locaux, alors que se vérifie chaque jour la redondance de certaines démarches et une trop grande opacité et complexité des dispositifs sociaux. En somme, les intentions d'agir mieux et ensemble se renforcent mais le passage d'une action publique segmentée à une action globale peine à se concrétiser en raison de la résistance des habitudes et des intérêts catégoriels. Avec toutefois la perspective que la crise, en durcissant les enjeux, rende le monde institutionnel plus perméable au changement. ■